

comme il l'a toujours fait, à réaliser leur mieux-être et leur progrès.

[Traduction]

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, je voudrais commencer par féliciter le très charmant et le très compétent ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie (M<sup>me</sup> Sauvé) de son excellent premier discours. Il était très instructif et présenté dans un style élégant. Je suis certain que ses commettants seront très fiers de l'avoir envoyée ici.

• (1530)

Après le soir du 19 février, il est apparu très clairement que le budget présenté à la Chambre et au pays était un budget électoral à 100 p. 100 et visait à sembler donner quelque chose au plus grand nombre possible de personnes qui voteront aux élections générales qui auront lieu à la fin du printemps. En outre, l'exposé budgétaire a été fait par le plus grand escroc que le pays ait jamais eu comme ministre des Finances (M. Turner), car le 1<sup>er</sup> janvier le gouvernement a haussé l'impôt sur le revenu de tous les particuliers de 3 p. 100, alors que 6 semaines plus tard, le ministre a eu le culot de prétendre que cette réduction de 5 p. 100 était autre chose qu'une réduction nette de 2 p. 100. A quel point le ministre et le présent gouvernement pensent-ils que le peuple canadien est dupe? Jusqu'où l'hypocrisie peut-elle aller?

Comme l'ont fort bien signalé le chef de l'opposition (M. Stanfield), les députés d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) et de Don Valley (M. Gillies), ce budget ne renferme aucun stimulant pour l'économie et on n'y trouve aucune mesure en vue d'abaisser le chômage à un niveau raisonnable d'environ 4 p. 100. Il ne contient pas non plus de mesure anti-inflationniste ou autres, propres à maintenir aux environs de 3 p. 100 l'augmentation annuelle du coût de la vie.

Faute de mesures pratiques et efficaces en vue de conjurer le chômage, l'inflation ou nos autres maux économiques, le gouvernement se résoudra à déclencher des élections en avril, et le scrutin aura lieu 60 jours plus tard, soit en juin, pour rallier si possible les suffrages, avant que trois événements importants se produisent. D'abord, le gouvernement veut tenir des élections avant qu'il devienne manifeste que les quelques prix qui ont été réduits par suite de la suppression de la taxe d'accise augmentent à nouveau et atteignent un niveau supérieur à celui d'avant la suppression de ces taxes. En deuxième lieu, le gouvernement veut tenir des élections avant que ceux qui ont été rayés des listes de l'impôt se rendent compte que l'inflation vient de les y remettre. Il veut enfin tenir des élections avant que les Canadiens découvrent que le présent budget n'a pas réduit le chômage et l'inflation et que, pas plus que les cinq budgets qui l'ont précédé, il n'a su résoudre les problèmes de notre économie, n'ayant tout simplement pas suffi à la tâche. Ce budget n'a été présenté que pour maintenir le gouvernement en place, comme les contribuables du Canada ne manquent pas de s'en rendre compte de plus en plus au cours des prochaines semaines.

Maintenant, monsieur l'Orateur, j'aborde brièvement une question dont le gouvernement a fait très peu état dans la présentation de son budget de crainte d'offenser ses nouveaux alliés, le parti néo-démocrate. Je songe naturellement à la proposition du gouvernement de réduire les impôts sur le revenu des sociétés de 49 à 40 p. 100 pour les entreprises de fabrication et de transformation comme moyen de stimuler l'embauche dans ces deux secteurs de

### *Le budget—M. Hees*

l'économie et ainsi diminuer le chômage. Lorsque le ministre a d'abord introduit son projet le 8 mai, il avait prédi avec confiance que les entreprises de fabrication et de transformation prendraient de l'expansion sans tarder par suite de la bonne fortune qui les attendait le 1<sup>er</sup> janvier. Il en résulterait une réduction du chômage. Quand le ministre a annoncé son projet, le chômage désaisonnalisé atteignait au Canada 5.2 p. 100 de la population active. Il s'établit aujourd'hui à 6.2 p. 100. La question qui vient naturellement à l'esprit est la suivante: qu'est-ce qui n'a pas marché?

La première erreur du ministre est, semble-t-il, qu'il n'a pas vu que nos entreprises de fabrication et de transformation avaient trois façons d'affecter les gains fortuits qui leur arriveraient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973. Ou bien elles pouvaient étendre leurs entreprises dans la perspective de l'argent qu'elles commenceraient à recevoir le 1<sup>er</sup> janvier, ou bien elles pouvaient décider de placer cet argent dans la réserve de la société, ou bien elles pouvaient songer à distribuer des dividendes additionnels. A en juger par les résultats de la politique du ministre, la grande majorité de nos entreprises de fabrication et de transformation ont dû opter pour l'un ou l'autre des deux derniers choix.

La deuxième erreur qu'a faite le ministre a été de ne pas sembler comprendre que, même si les impôts allaient être réduits le 1<sup>er</sup> janvier pour les fabricants et les transformateurs, qui représentent ensemble 34.2 p. 100 de l'économie canadienne, ils seraient sensiblement augmentés le même jour pour les deux autres tiers de l'économie par suite d'un article dans le budget de 1971. Le ministre n'a pas semblé comprendre que le fait de réduire les impôts pour un tiers de l'économie et de les augmenter de façon appréciable pour les deux autres tiers ne constituait pas un stimulant pour l'économie en général. Malheureusement, le chômage actuel, qui est très élevé, prouve à quel point cela est vrai.

De plus, comme si cela n'empêchait suffisamment de réduire le chômage, le ministre n'a pas semblé comprendre que l'argent que les fabricants et les transformateurs allaient investir pour agrandir leurs installations représente des investissements dans des machines qui économisent la main-d'œuvre pour réduire les coûts et rendent les entreprises moins dépendantes de leurs effectifs. C'est pourquoi nos fabricants et transformateurs, qui ont commencé à investir dans ce sens en attendant de recevoir leurs cadeaux à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1973, ont fait des investissements pour réduire leurs effectifs au lieu de les augmenter.

Il y a lieu de se demander: Quelles mesures le ministre aurait-il dû présenter en mai dernier pour accroître l'emploi, et que devrait renfermer son budget actuel? Si un gouvernement veut que les entreprises fassent quelque chose qui, selon lui, est nécessaire pour le bien du pays, il ne doit pas se contenter d'offrir à ces entreprises des cadeaux sous forme de réductions d'impôts et espérer qu'elles s'en servent comme l'entend le gouvernement. C'est tout bonnement impossible et je me fonde sur une expérience de 20 ans comme fabricant et de six ans comme membre du gouvernement chargé de traiter avec les hommes d'affaires.

Ce que le gouvernement doit faire pour le bien du pays, c'est de mettre les hommes d'affaires au courant de ce qu'il veut accomplir et de les assurer que la récompense des efforts qu'ils feront pour atteindre cet objectif sera proportionnelle à l'ardeur qu'ils y auront mise. Dans le cas présent, le gouvernement aurait dû dire à tous les